

Prochaine étape pour les Verts français ?

Article by Alain Lipietz

October 18, 2019

Les élections européennes ont une fois encore confirmé l'instabilité actuelle du paysage politique français. Qu'elles soient d'extrême droite ou empreintes d'un néolibéralisme dit progressif, les forces populistes sont arrivées en tête du scrutin laissant derrière elles les dinosaures conservateurs et socialistes. Surgissent néanmoins des fissures dans ce tableau et l'espoir d'un dépassement de l'axe Macron-Le Pen est bel et bien né. Après une campagne électorale marquée par les grèves pour le climat et la présence des Gilets Jaunes, les Verts français émergent comme un parti indépendant, fort et au-dessus de la mêlée d'une gauche en morceaux. Alors que les élections municipales de 2022 et présidentielles et législatives de 2022 se profilent, Alain Lipietz analyse ici les nouveaux clivages au-delà de la droite et de la gauche, les limites d'une stratégie de type populiste, et les impacts et enjeux de la situation actuelle pour l'écologie politique en France aujourd'hui et demain.

Comme dans toute l'Europe du Nord-ouest, les élections françaises pour le Parlement européen ont été marquées par de bonnes nouvelles : participation en hausse, populismes contenus, poussée des Verts. Tâchons de mesurer les spécificités françaises, et risquons quelques généralisations.

Elections européennes de retour dans le cœur des français

Tout se passe comme si, pour la première fois depuis longtemps, les élections européennes étaient apparues comme « des élections importantes ». Il y a, à cela, de bonnes et de mauvaises raisons.

Mauvaises raisons : la « nationalisation de l'enjeu ». Le scrutin était à la proportionnelle nationale, et non plus par circonscription, ce qui permettait aux médias de personnaliser l'enjeu à travers les « têtes de liste ». Ces têtes de liste, à l'exception de Europe-Ecologie-Les Verts (EELV), présentaient ces élections comme une revanche ou une confirmation de l'élection présidentielle de 2017. Ça ne leur a pas toujours porté chance, mais a mis du piquant dans la campagne.

Bonnes raisons : le retour de la question européenne. Les grands vaincus de la campagne furent de ceux qui appelaient au « referendum anti-Macron », plus qu'à un débat sur les politiques européennes. Le Président Macron sut en effet présenter l'affrontement comme un débat de dimension européenne entre les « populistes » (le Rassemblement National de Marine Le Pen à l'extrême droite, et à l'extrême gauche : La France Insoumise) et les « progressistes » (son parti, La République En Marche). Défi accepté, évidemment, par Marine le Pen et son premier de liste, et qui leur permit de reproduire presque exactement leur score du premier tour de 2017... mais en inversant le classement (RN : 23,34%, LREM : 22,42%, alors qu'en 2017, au premier tour, Le Pen : 21,3 %, Macron : 24%). A l'inverse, les partis des candidats arrivés 3^e et 4^e en 2017 (Les Républicains, droite gouvernementale, avec 20%, et La France Insoumise de JL Mélenchon avec 19,6%) ont connu une défaite sévère, faite, entre autres défauts, de discours clairement pro-européens : 8,5% pour LR et 6,3% pour LFI.

En réalité, le plafonnement des votes du RN et de LFI était perceptible dès l'élection de 2017, qui a révélé une France « euro-mécontente mais pas europhobe ». Le RN l'a parfaitement compris, qui jure dorénavant n'être ni pour la sortie de l'Union, ni pour la sortie de l'euro, et fait référence à l'attitude de « fermeté à l'égard de Bruxelles » de Salvini et Orbán. En proposant de « sortir des traités », JL Mélenchon condamnait sa tête de liste, Manon Aubry, même si cette dernière parvint en fin de campagne à des reformulations centrées sur la « désobéissance » aux traités plutôt qu'un rejet en bloc de l'UE.

Mais « désobéir » est précisément le comportement tactique de Salvini et Orbán, qui piétinent les valeurs de l'UE, ou des gouvernements français de gauche et de droite, qui n'ont jamais eu la religion des « 3 Punkt 0 % » de déficit budgétaire. Les mésaventures du Brexit semblent avoir vacciné l'Europe contre la « sortie » : maintenant, l'Europe, on y reste et on fait un peu ce qu'on veut. Ce qui est une base dangereuse pour la construction européenne, mais explique la nette régression des positions europhobes de par toute l'Europe, appelant à la sortie de l'UE.

Plus positivement encore : l'Europe commence à représenter une protection, non plus contre des guerres intra-européennes (vieil argument qui n'est plus opérant, à tort), mais face à un monde extérieur hostile où dominent « démocraties » et nationalismes : la Chine, la Russie, les USA... L'évolution est d'ailleurs nette en cours de campagne et surtout, on l'a vu, par rapport à la campagne présidentielle. En 2017, JL Mélenchon et Marine Le Pen furent assez clairement « frexitistes ». Par exemple, pour JL Mélenchon : « L'Europe, on la change (plan A) ou on la quitte (plan B) ». Au début de la campagne européenne, il lança : « Sortir des traités, stupides ! », mais sa tête de liste Marion Aubry modéra aussitôt par une phrase déroutante : « Sortir des traités sans sortir de l'UE ». Acculés, les porte-paroles LFI réinterprétèrent « Sortir des traités » par « Désobéir aux traités » en citant l'exemple de la règle des 3% de déficit... très rarement respectée par les gouvernements français !

Malheureusement, les sondages montrent que les Français (avec raison) considèrent que l'Europe ne représente toujours pas une protection suffisante, ni en matière de politique extérieure, ni en matière sociale, ni écologique. Le souci de rester en Europe ne représente plus un « idéal européen » mais une sorte de police d'assurance et, en fait, la demande est « Plus d'Europe pour mieux d'Europe » !

L'échec du populisme de gauche

La victoire électorale du RN ne doit cacher ni une certaine érosion, en pourcentage (-1,5%), par rapport à l'élection de 2014, ni sa progression de centaines de milliers de voix (le nombre de votants ayant considérablement augmenté). Le RN, avec son discours sécuritaire, sa xénophobie et sa personnalisation, apparaît adéquat à sa propre base sociale : la classe ouvrière précarisée et la petite-bourgeoisie traditionnelle menacées par la mondialisation. Cette adéquation est appelée par la presse « populisme », qui fait sens quant au style de représentation politique. Mais c'est terriblement confusionniste quand « populisme » devient un euphémisme pour « extrémiste » et « anti-européen ». Telle est la manœuvre idéologique, promue par les macronistes, pour mettre RN et LFI dans le même panier. Ce qui est inadmissible.

La France Insoumise est « de gauche », en ce qu'elle anti-raciste, pour le progrès social et même, de plus en plus souvent perçue comme écologiste. Mais, comme le RN, comme E. Macron, comme la tête de liste de EELV Yannick Jadot, elle récuse l'appellation « de gauche », et affirme que l'opposition droite / gauche, celle du XXe siècle (disons : conservatisme social et libre entreprise contre libéralisme culturel et législation sociale) est dépassée. Mais par quoi ?

Avant de répondre à la question, rappelons que « populisme » est un terme des années 1930-1950, et désigne alors une force politique dont le leader représente « le Peuple » face à des « élites » du monde des affaires et de l'appareil d'Etat supposées coupées du Peuple. Franklin Roosevelt (aux USA), Lazaro Cardenas (Mexique), Getulio Vargas (Brésil), et Juan Peron (Argentine), furent qualifiés de « populistes », et ils prirent des mesures sociales « de

gauche », économiquement dirigistes, anti-libérales.

La définition vaut toujours, mais avec une modification importante : les populistes des années 30 s'appuyaient sur, ou construisaient, des vastes corps intermédiaires : des syndicats, des corporations. Au contraire, les « populistes » de nos jours s'affranchissent des corps intermédiaires, comme s'ils réduisaient le péronisme à sa fameuse « politique du balcon » (son art oratoire), tribunes et télévision remplaçant les balcons. A cette différence (capitale) près, le RN et LFI s'inscrivent, quant à la forme, dans la tradition populiste. Et E. Macron aussi, lui qui a construit sa candidature, hors partis, dans une tournée de « dialogue avec la France profonde », et qui gouverne « verticalement » en méprisant les corps intermédiaires.

Cette forme de néo-populisme est donc fort répandue à gauche, à droite, au centre. Son succès vient de la crise de la représentation politique, dont un déterminant majeur est l'inadéquation entre l'espace politique (qui reste essentiellement national) et l'espace économique (mondialisé mais principalement européen). La politique représentative nationale se retrouve impuissante. Cette impuissance suscite soit une aspiration à une vraie politique européenne (à laquelle André Gorz appelait le mouvement ouvrier dès les années 60[1]) soit l'appel à un leader fort qui sera en remonter à « Bruxelles » : d'où le succès des Orban et des Salvini. Il est dès lors compréhensible que là où se manifeste une poussée en faveur du cadre européen (Europe du Nord et de l'Ouest, à l'exception de l'Angleterre, mais pas des autres nations britanniques), elle s'accompagne d'un coup d'arrêt à la progression des populismes.

Mais il existe une racine plus profonde à l'effacement des corps intermédiaires : la fragmentation même de la société, du fait du libéralisme économique, qui réduit tendanciellement tous les individus à de simples vendeurs de leur propre force de travail, alors que 150 ans de conquêtes sociales avaient organisé la société comme un lieu de dialogue et de compromis entre catégories sociales organisées. Le mouvement des Gilets Jaunes, en France, est la première insurrection contre cette « uberisation sociale », c'est à dire contre un capitalisme sans organisation collective du salariat. C'était le cas au XIXe siècle, et cela engendra en France le « bonapartisme » (celui de Napoléon III), dont Marx a écrit qu'il est typique d'une société structurée « en sac de pommes-de-terre »[2].

Si la forme néo-populiste est proche du bonapartisme en ce qu'elle suppose la désorganisation du « peuple », alors il est adéquat au RN qui prône une forme de « Führerprinzip », économiquement dirigiste et xénophobe, mais ne peut convenir ni au centrisme de E. Macron (qui défend au contraire la libéralisation économique) ni à une force « de gauche »... censée défendre d'abord la démocratie et l'auto-organisation du « peuple ». Malgré les mises en garde de Chantal Mouffe, ancienne gramsciste qui appelle le populisme de gauche à « construire le peuple » (avec ce que cela suppose d'organisations de masse et de débats)[3], la forme néo-populiste apparaît radicalement inadéquate à une force se prétendant sociale et écologiste. Il s'agit alors en effet de renforcer le contrôle par la population, à travers son auto-organisation, sur le rapport salarial et sur le rapport de l'Humanité avec son environnement. Cette contradiction a éclaté aux élections européennes : La France Insoumise, malgré tous ses efforts, n'a rien capté du mouvement des Gilets jaunes et semble s'être effondrée sous le poids de ses contradictions. Dans le même temps, l'effondrement du Mouvement des Cinq Etoiles en Italie exprime l'incohérence logique à prétendre gouverner en se déclarant anti-système, en prônant la désobéissance et l'insoumission.

Le populisme de gauche prétend sortir de ces contradictions par des références à Carl Schmitt, le philosophe « völkisch » (populiste) du droit, qui fournit sa base théorique au régime nazi. Certes, la critique du libéralisme par Carl Schmitt avait de quoi satisfaire « la gauche ». Mais ses deux thèses constructives posent problème :

1. *La souveraineté est la capacité de décider en état d'exception.* C'est la base théorique du discours de l'insoumission, mais nous avons vu qu'elle peut servir dans le sens « il n'y a pas de règle », et donc plutôt au profit du libéralisme, au détriment du social et de l'écologie, car les questions écologico-sociales supposent au contraire plus de règles collectives, à un niveau supranational.
2. *Le peuple se construit en définissant ses « ennemis »* : en général « la ploutocratie », la « technocratie », etc. Or une politique

fondée non sur l'amour de ce qu'on veut construire mais sur la haine d'un ennemi, supposé responsable de tout, est éminemment susceptible de « se tromper d'ennemis » : les immigrés, la Banque Rothschild (« parce que juive ») etc. Le discours, à la limite de l'hystérie contre un Président des riches, Macron-Rothschild, a fini par desservir le « populisme de gauche » auprès d'un électorat qui, à gauche, dénoncerait les rapports sociaux plutôt que des individus.

Le succès (embryonnaire) des écologistes

Comme dans toute l'Europe du nord-ouest, l'écologie fait au contraire un bond en avant. La campagne a été marquée par d'immenses manifestations et des grèves de la jeunesse pour sauver le climat : la nouvelle génération est la première consciente que la crise écologique n'est plus l'affaire des « générations futures », mais de sa propre survie. Cependant, ce succès n'est pas du tout à la mesure de l'urgence. Avec 13,5 %, EELV gagne 4,5 % par rapport à 2014, mais reste 2,8 % en dessous du score de 2009. ...

Premier handicap de la liste Jadot : du jour au lendemain, tous les partis se sont proclamé « écologistes », ce qui a diminué la « différence » EELV. D'importants porte-paroles de la liste de 2009 ont même rallié la liste macroniste. Second handicap : pendant presque une décennie, la direction de EELV a « collé » à la social-démocratie pour obtenir des postes électifs, et de nombreux cadres ont quitté le navire pour se rapprocher du parti au pouvoir, tantôt le PS, tantôt LREM, provoquant une véritable crise intellectuelle et morale.

Le premier mérite du redressement des Verts français revient donc à une reconquête de l'autonomie, notamment de la part de la tête de liste Yannick Jadot, contre les appels constants des médias à se fondre dans une liste d'« unité de la gauche ». Bien leur en a pris : le plus significatif, dans ces 13,5 %, est qu'ils écrasent littéralement une « gauche » du XXe siècle, discréditée par son retard historique à comprendre les enjeux écologiques (PCF a réalisé un score à peine supérieur à celui du Parti animaliste), et par son ralliement au libéralisme ou au populisme de gauche anti-européen. Même la scission la plus écologiste du PS, *Génération.s*, se présentant comme « écologiste de gauche », n'a obtenu que 3,3%. Le message des électeurs est clair : en plaçant EELV en position archi-dominante au sein des partis progressistes, ils ont affirmé qu'une gauche du XXIe siècle ne peut se reconstruire qu'autour de l'écologie politique (avec ses dimensions démocratique, sociale et environnementale), et que mieux vaut, pour la représenter, l'original que ces trop récentes copies, dont tous les leaders ont participé, quand ils étaient au gouvernement, au désastre productiviste.

Symétriquement, la tentative du Président Macron de rallier le vote écologiste en débauchant quelques ex-vedettes a complètement échoué. E. Macron s'était fait élire sur une position « et droite et gauche » mais n'a gouverné qu'à droite (socialement) et contre l'écologie. Du coup, s'il a réussi à élargir sa base au détriment de la vieille droite de gouvernement, l'électorat socialiste qui l'avait rejoint en 2017 a reflué en 2019 vers EELV, non vers le PS.

Le terreau du succès de la liste Jadot fut certainement, au delà de cette rupture d'avec la subordination des Verts au Parti socialiste, l'ampleur des manifestations pour le climat (aux quelles se joignirent parfois les Gilets Jaunes), thème sur lequel elle centra toute sa campagne. Même une partie du monde catholique, répondant à l'encyclique papale écologiste *Laudato Si*, vota pour EELV. Cette centralité du climat fut peut-être même excessive : les TRES jeunes (lycéens et collégiens) manifestaient davantage pour le Vivant (contre la Sixième extinction des espèces) que pour le climat... Difficile de comprendre pourquoi. Le poète communiste Francis Combes m'a suggéré cette réponse : « Chaque mouvement social a son propre imaginaire poétique ». Et celui de l'écologie est en effet le Vivant : l'ours blanc, pas la banque !

Ce succès de EELV est général. Une analyse géographique montre que EELV l'emporte dans les bastions de la petite-bourgeoisie intellectuelle comme dans les régions périphériques (en renouant son alliance avec les partis régionalistes), dans les vieux bastions républicains comme dans les régions catholiques récemment déchristianisées. Ce qui va poser à l'écologie politique l'immense problème de la construction de convergences populaires. Fort heureusement, la structure de l'écologie n'a rien de populiste : EELV est l'expression politique

d'un mouvement autonome de syndicats et d'associations plus ou moins écologistes, qui lui ont d'ailleurs fourni de nombreuses candidates et candidats.

Europe Écologie Les Verts a donc un premier problème : stabiliser, autrement que dans l'urne, son rapport avec la nébuleuse associative liée à l'écologie (que ce soit sur le thème du climat, du Vivant, de l'économie sociale, de la transition alimentaire, de la solidarité avec le Tiers-monde, etc.), mais dont les membres n'adhéreront pas un parti, tant l'idée de « parti » est décrédibilisée en France. Ce qui passe par une sorte de « coopérative » très souple, car depuis le début du XXe siècle en France les associations, comme les syndicats, sont jalouses de leur indépendance vis-à-vis du « politique ».

L'autre problème est celui des alliances politiques. La France est, depuis la Révolution de 1789, fracturée par les grandes options politiques représentées par des partis : la droite contre la gauche. Cette représentation est en crise : 75% des sondés affirment que l'opposition droite / gauche n'a plus de sens. Mais elle reste cependant puissante au moment des élections, du fait de la prédominance absolue du scrutin uninominal à deux tours dans les élections nationales : il faut dire à l'avance, pour être élu, avec qui on s'alliera au second tour ! C'est une grande différence avec les pays comme la Belgique et l'Allemagne où prédomine le scrutin à la proportionnelle. Dans ce cas, on se fait élire sur son programme, et c'est après l'élection que l'on négocie un programme de coalition.

Dans les faits, l'écologie inclut les valeurs des gauches des siècles précédents : la démocratie, les droits de l'homme, la justice sociale... Dans la conquête de la majorité, elle aura besoin d'alliés, héritiers historiques de ces traditions. Mais elle ajoute la responsabilité à l'égard de la nature et des générations futures, qu'ignoraient les partis de la « gauche » traditionnelle. Celle-ci était résolument productiviste et ne jurait que par la « croissance » (au nom du « progrès » ou de « l'emploi »). D'ailleurs, en se convertissant au libéralisme économique, elle est devenue de plus en plus oublieuse de ses propres valeurs.

Aujourd'hui, face aux crises écologiques de plus en plus nettement perçues par la population, tous les partis, de La République Marche à La France Insoumise en passant par le PS ou le PCF, se disent « écologistes ». Cette évolution est plus ou moins réelle ou simple *greenwashing* (et la proportion peut varier de place en place pour le même parti). Fort heureusement, les élections prochaines sont municipales et régionales, avant le grand rendez-vous national de 2022. Ce qui laisse aux écologistes le temps d'affirmer leurs propres objectifs, tout en testant localement la sincérité de leurs alliés potentiels.

À rebours du populisme « schmittien », l'écologie devra construire ses alliances à partir de son projet : la défense du Vivant, la promotion d'une société réconciliée avec elle-même et son environnement, en unissant les plus résolus, en ralliant les hésitants, en isolant les irréductibles productivistes. Une politique de la bienveillance.

Footnotes

[1] *Stratégie ouvrière et néo-capitalisme*, Seuil, 1964.

[2] *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1851.

[3] Chantal Mouffe, Iñigo Errejón, *Construire un peuple*, Cerf, 2018.



Alain Lipietz is a French economist, philosopher, and a former MEP for EELV.

Published October 18, 2019

Article in French

Translation available in English

Published in the *Green European Journal*

Downloaded from <https://www.greeneuropeanjournal.eu/prochaine-etape-pour-les-verts-francais/>

The Green European Journal offers analysis on current affairs, political ecology and the struggle for an alternative Europe. In print and online, the journal works to create an inclusive, multilingual and independent media space. Sign up to the newsletter to receive our monthly Editor's Picks.